

"Fonder l'action de la C.E.E. sur la souveraineté de l'Etat-nation" dans Le Monde diplomatique (Juillet 1973)

Légende: En juillet 1973, Stuart Holland, ancien collaborateur pour les questions économiques et politiques de Harold Wilson, Premier ministre travailliste, décrit dans le mensuel français Le Monde diplomatique la politique européenne du parti travailliste britannique.

Source: Le Monde diplomatique. dir. de publ. FAUVET, Jacques ; Réd. Chef JULIEN, Claude. Juillet 1973, n° 232. Paris. "Fonder l'action de la C.E.E. sur la souveraineté de l'Etat-nation", auteur:Holland, Stuart , p. 4.

Copyright: (c) Le Monde Diplomatique

URL:

http://www.cvce.eu/obj/fonder_l_action_de_la_c_e_e_sur_la_souverainete_de_l_et_at_nation_dans_le_monde_diplomatique_juillet_1973-fr-790a4baa-1b04-4b9b-9d4b-3142103fdbfc.html



Date de dernière mise à jour: 06/01/2017

Fonder l'action de la C.E.E. sur la souveraineté de l'Etat-nation

Par STUART HOLLAND*

Le général de Gaulle avait prédit, paraît-il, que la candidature des travaillistes à l'adhésion au Marché commun ne serait pas reçue et que les conservateurs y feraient ensuite leur entrée sous la direction de M. Heath. Assurément, le général se trouvait là dans une position exceptionnellement avantageuse, car, ayant ainsi prédit l'avenir, il n'avait plus qu'à exprimer son veto pour que l'avenir soit conforme à ses prédictions. Les commentateurs moins omnipotents ne peuvent faire, sur l'avenir du parti travailliste et de la C.E.E., que des prédictions plus modestes. On peut dire néanmoins que la possibilité de voir les travaillistes revenir au pouvoir d'ici un an ouvre des perspectives nouvelles à la Communauté et à la gauche européenne.

Les travaillistes viennent en effet de remporter, avec une confortable avance, d'importantes élections régionales et locales. Si le même phénomène se répétait à l'échelle nationale, il pourrait se traduire par une défaite des conservateurs aux élections générales.

En même temps, l'économie britannique voit la capacité des investissements rester très en deçà de l'augmentation de la production et de la demande. Le chancelier de l'Echiquier vient de proposer aux Communes des mesures de compression budgétaire pour combattre l'inflation portant sur 600 millions de livres, dont 500 millions ne prendront effet que l'an prochain.

Ce n'est là que le début d'une politique déflationniste qu'il faudra sans doute appliquer à toute force en 1974. Mais avant que cette déflation intervienne, il paraît certain que des élections générales seront organisées à la fin de l'année en cours ou, plus probablement, au printemps prochain.

Les élections auront beaucoup d'importance pour la C.E.E. en général, et en particulier pour la France.

En effet, les travaillistes ont promis de renégocier les conditions de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, particulièrement en ce qui concerne le règlement agricole commun. Les récentes négociations sur les prix agricoles communs n'auraient plus guère de sens si les Britanniques obtenaient une reprise de facto des négociations en suspendant le paiement de leurs cotisations à Bruxelles. En tout état de cause, l'avenir de la Communauté européenne, tel qu'on peut l'envisager actuellement, se trouverait remis en question.

Même en supposant que cette reprise des négociations aboutisse à un accord, il n'en reste pas moins très peu probable que les travaillistes manifesteront le même zèle que M. Heath à l'égard de l'union économique et monétaire. Le premier ministre a récemment affirmé que la C.E.E. avait perdu une « occasion exceptionnelle » de procéder à ladite union lors de la crise monétaire du printemps dernier.

Mais on peut attendre d'un gouvernement travailliste qu'il insiste beaucoup plus vigoureusement sur les résultats d'une politique régionale de la Communauté avant d'entreprendre l'intégration monétaire.

Cette position, qui prend pour critère principal la situation des régions « à problèmes » de la Grande-Bretagne, pourrait compromettre de manière non négligeable toute évolution ultérieure de la Communauté sur un schéma capitaliste libéral.

De plus, les travaillistes sont actuellement occupés à débattre au sein de leur parti des éléments principaux d'une stratégie économique qui prévoirait une extension déterminante de la propriété publique dans les firmes motrices de l'industrie de transformation. Il s'agit là de compléter une résolution en faveur de la nationalisation des banques et des compagnies d'assurances qui avait été adoptée l'année dernière au congrès du parti travailliste.

La nouvelle stratégie économique ainsi proposée est, de toute évidence, parallèle au programme commun de gouvernement de la gauche française.

Peut-on attendre d'un gouvernement travailliste qu'il applique semblables propositions, étant donné le réformisme dont ont toujours fait preuve les travaillistes au pouvoir ? Et s'il en était ainsi, en quoi la politique travailliste au sein de la Communauté s'en trouverait-elle affectée ?

Ces deux questions sont indissolublement liées.

Il se pourrait effectivement qu'une administration travailliste s'efforce d'obtenir le soutien de la gauche du parti, qui n'a jamais fait mystère de son opposition à la C.E.E., en réalisant au moins une bonne partie du nouveau programme de nationalisations.

Cela porterait sans doute sur la nationalisation, dans l'industrie de transformation, d'un certain nombre d'entreprises sélectionnées, qui seraient regroupées au sein d'un nouveau holding d'Etat (National Enterprise Board). Il s'agit de firmes dont les investissements ont des incidences directes sur la capacité de l'économie nationale — et non des banques et des assurances qui n'ont en Grande-Bretagne qu'un rôle passif de bailleurs de fonds. En s'attachant à réaliser ces projets, le nouveau gouvernement pourrait neutraliser le scepticisme ou l'opposition de la droite du parti en faisant un effort sérieux pour maintenir la Grande-Bretagne dans le cadre de la Communauté.

Ce programme ne signifierait pas en lui-même que le futur gouvernement travailliste mènerait une politique européenne « socialiste ».

Mais, dans la pratique, l'impératif de nouvelles nationalisations en Grande-Bretagne se trouve lié à des problèmes que le gouvernement français estimait déjà être d'une importance cruciale pour la C.E.E. dans des conditions de croissance pourtant plus favorables.

En projetant de faire usage de ses propres ressources dans un contexte de désarmement douanier et de libéralisation du capital, l'Etat-nation mine les fondations de son propre pouvoir.

En presque dix ans d'existence, la Communauté européenne n'a pas encore trouvé le moyen de parer à cette perte de pouvoir au niveau de la planification nationale, au sein de son comité de politique économique à moyen terme. Sa politique industrielle, annoncée depuis longtemps à cor et à cri, est restée de son côté à l'état d'épuré.

En outre, comme le notait Bernard Cassen dans « le Monde diplomatique » du mois dernier (1), le capital multinational d'origine britannique suscite de l'opposition en France, où il s'est fait une place en rachetant à tour de bras dans l'immobilier, le textile, l'alimentation, la distribution, et en choisissant de prendre le contrôle d'entreprises françaises parfaitement viables plutôt que d'en créer de nouvelles.

Ce problème est d'ailleurs à double tranchant, du fait que les capitaux britanniques en question prennent le chemin de l'étranger au lieu de s'investir dans l'industrie de leur pays, où le manque de fonds menace déjà une croissance à peine convalescente.

C'est pour des raisons économiques de cette nature, et aussi pour répondre aux pressions politiques exercées par la gauche du parti, qu'un gouvernement travailliste pourrait faire de la souveraineté économique de l'Etat-nation la pierre angulaire de sa politique au sein de la C.E. E.

Dans certains secteurs, et notamment en ce qui concerne les nouveaux moyens de contrôle sur les entreprises multinationales, un tel gouvernement pourrait encourager une politique de sanctions de la part de la Communauté. Mais, il s'entend, dans le contexte du rétablissement de la souveraineté, là où elle a déjà été érodée, plutôt que pour soutenir une politique communautaire au nom de l'« idée européenne ».

Dans ce cas, l'existence d'un gouvernement travailliste pourrait ouvrir des perspectives nouvelles à la gauche de toute la Communauté. Une telle politique pourrait inverser la tendance actuellement favorable à l'approche capitaliste-libérale des sociaux-démocrates allemands, et rendre l'avantage à la politique socialiste de la gauche française et italienne.

Dans ce cadre nouveau, les travaillistes comme la gauche française seraient à même d'affirmer beaucoup plus nettement le fondement national de toute action de la C.E.E. Tout en acceptant le cadre européen, ils donneraient aux projets de supranationalité de la Commission une réponse internationaliste.

Pratiquement et théoriquement, c'est là la seule attitude cohérente. Les capitalistes libéraux et les socialistes favorables à l'Europe argumentent les uns et les autres comme si la supranationalité dans la Communauté devait servir leurs propres intérêts.

Ils ne peuvent avoir raison en même temps. Dans un cadre fédéral, il ne saurait subsister rien d'autre qu'une Communauté capitaliste libérale ou une Communauté socialiste libérale — et la première a toutes les chances de l'emporter. Même avec le haut degré de décentralisation régionale que les socialistes italiens préconisent pour contrebalancer l'existence des institutions de la C.E.E., cela ne pourrait qu'aggraver les vrais problèmes de la transformation socialiste, surtout dans le secteur déterminant de la lutte contre le capital multinational.

Les implications de tout cela sont suffisamment claires. L'intégration capitaliste est un processus inégal, qui pose des problèmes différents suivant les pays. Même si la souveraineté nationale pouvait être défendue par des accords au sein de la Communauté sur les fins de sa politique — le développement régional et les firmes multinationales — les moyens de parvenir à une solution efficace résident au premier chef dans l'Etat-nation.

Et ceci nous ramène évidemment à ce que peut avoir d'ironique le veto opposé par le général de Gaulle à l'entrée des travaillistes dans le Marché commun. Car il est fort probable, en effet, qu'il voulait les en exclure afin de consolider « l'Europe des patries ».

*Ancien membre du cabinet du premier ministre (1966-1968), aujourd'hui conseiller économique à l'exécutif national du parti travailliste; professeur à l'université de Sussex.

(1) B. Cassen, « Les Britanniques seront-ils les champions de la supranationalité? », *le Monde diplomatique*, mai 1973.